

*Questions orales***LA CHAMBRE DES COMMUNES**

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE LA TRÈS HONORABLE BARONNE YOUNG, MINISTRE D'ÉTAT, BUREAU DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMONWEALTH DU ROYAUME-UNI

M. le Président: Avant de passer à la période des questions orales, je voudrais signaler à la Chambre la présence à notre tribune aujourd'hui de la très honorable baronne Young, ministre d'État, bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni.

Des voix: Bravo!

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LES CITOYENS ÂGÉS—LES CONSÉQUENCES DU BUDGET

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Par suite du budget déposé par le ministre des Finances, le pouvoir d'achat des personnes âgées dont le revenu se situe au seuil de la pauvreté, c'est-à-dire les bénéficiaires du supplément de revenu garanti, diminuera de \$58.08 par mois en moyenne d'ici à 1990. Le premier ministre peut-il dire à la Chambre s'il s'était rendu compte au moment de l'établissement du budget ou de sa présentation à la Chambre qu'il aurait cet effet dévastateur sur le pouvoir d'achat des personnes âgées dans le besoin?

• (1430)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le 30 juin 1982, une déclaration a été faite à la Chambre qui répond, selon moi, à la question du député. La voici:

Il ne peut y avoir de lutte véritable contre notre déficit et celui des provinces que si les contribuables contribuent eux-mêmes à les réduire en restreignant leur revenu. Nous avons mis en place l'un des meilleurs systèmes d'assistance sociale au monde, un système dont nous pouvons être fiers. Mais il faut en payer le prix. Voilà ce que je voulais dire quand j'ai soutenu qu'il fallait réduire le revenu réel des salariés, afin que l'argent qui servirait sinon à consommer...

... serve à payer ces ressources. Cette déclaration avait été faite par le député de Saint-Henri-Westmount.

Mme Copps: Il s'agit de pensionnés.

M. Mulroney: En réalité, nous nous rendons parfaitement compte des répercussions du budget sur les Canadiens de toutes les catégories de revenus, et c'est pour cela que le budget est le plus exigeant et le plus dur pour les gros revenus et qu'il touche les gagne-petit le moins possible. Selon moi, cela correspond aux principes de justice que tous les Canadiens appuient.

Mme Copps: Dites la vérité.

M. Johnston: Monsieur le Président, je ne pense pas que le premier ministre ait vraiment répondu à ma question. J'essaie de mettre en lumière certains faits qui peuvent avoir échappé

au gouvernement, au ministre des Finances et au premier ministre lors de la présentation du budget.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire. Nous avons fait des calculs. La question est réellement de savoir si l'intention qui sous-tend le budget est de faire payer à ceux qui se trouvent au niveau du seuil de la pauvreté, aux personnes âgées pauvres, \$58.08 par mois pour réduire le déficit? Voilà la question. Le ministre des Finances pourrait peut-être répondre à cela.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je pense que nous avons répondu à cette question un certain nombre de fois, à la Chambre, au cours des derniers jours.

M. Foster: Il en a parlé, mais il n'a pas répondu.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Nous avons dit qu'il importait de maintenir des finances fédérales saines pour que nous puissions conserver tous les programmes sociaux que nous avons et que nous jugeons essentiels à la protection du tissu même de notre société. Lorsque nous avons préparé le budget, nous avons pris cela en considération. C'est pourquoi nous avons conservé cette très puissante forme d'assurance contre les effets de l'inflation pour ceux qui reçoivent la sécurité de la vieillesse, qui continueront...

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. La question était brève, la réponse pourrait l'être également.

M. Johnston: Toutes mes questions sont brèves, monsieur le Président.

Des voix: Oh, oh!

ON DEMANDE LA PRÉSENTATION D'UNE MESURE LÉGISLATIVE

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Monsieur le Président, j'ai encore une autre question à poser au ministre des Finances. Sérieusement. Si nous pouvons convaincre le ministre des Finances et le gouvernement que les effets de cette mesure sont bien une diminution de \$58.08 par mois pour les personnes âgées au seuil de la pauvreté, et si nous pouvons convaincre tous les autres députés, le ministre des Finances présentera-t-il, avant la fin de juin, une mesure législative ou des propositions pour mettre un terme à cette injustice flagrante?

Des voix: Bravo!

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je pense que le budget est généralement considéré comme juste par tous les Canadiens.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Il doit rêver!